

L'accord sur le nucléaire iranien, Trump, Netanyahu et le Moyen-Orient

samedi 23 juin 2018, par [BOUVERET Patrice](#), [RAVENEL Bernard](#), [SALINGUE Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 20 juin 2018).

Bernard Ravenel (historien, ancien président de l'Association France-Palestine solidarité) et Patrice Bouveret (de l'Observatoire des armements) ont répondu ensemble à nos questions.

Julien Salingue - En quoi consiste l'accord dit « sur le nucléaire iranien », et que valent les arguments d'Israël et de Trump selon lesquels l'Iran ne l'aurait pas respecté ?

Bernard Ravenel et Patrice Bouveret - L'accord dit sur le nucléaire iranien est centré uniquement sur la suspension complète des activités d'enrichissement de l'uranium. Il va d'ailleurs au-delà des obligations du Traité de non-prolifération (TNP) dont l'Iran est resté membre. Cet accord a été permis par une énorme concession de l'Iran pour qui il s'agit d'une confiscation par l'Occident de tout le processus technique d'enrichissement et d'une politique de « deux poids deux mesures » selon laquelle ce qui est légal et consenti aux autres (selon les règles mêmes du TNP) serait refusé à l'Iran. La référence évidente est Israël, superpuissance nucléaire et non signataire du TNP - sans que personne ne s'en émeuve... ni n'exerce de pressions à son encontre.

Or l'accord signé par l'Iran avec les 5 + 1 - c'est-à-dire les cinq membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne - est respecté par l'Iran selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), basée à Vienne, qui assure le contrôle sur place de l'application de l'accord ; ce qui balaie d'emblée les « arguments » de Trump et de Netanyahu.

En réalité Trump et Netanyahu évoquent des problèmes qui ne font pas partie de l'accord, notamment celui de la portée des missiles et de l'implication de l'Iran dans les conflits de la région. Ils prétendent que l'Iran ne devrait pas avoir le droit d'avoir ces types de missiles... alors qu'on n'a jamais contesté à aucun pays le droit de construire ou de disposer de missiles...

En réalité, derrière cette diversion, se cache les vrais enjeux pour les États-Unis : enrayer le développement économique de l'Iran, bloquer l'implantation de l'Europe sur le marché iranien et assurer le contrôle du marché énergétique du Moyen-Orient, en particulier par l'alliance avec l'Arabie saoudite.

On parle beaucoup de la « menace iranienne », mais qu'en est-il plus globalement de la prolifération nucléaire dans la région ?

Parler aujourd'hui de « menace iranienne » sans évoquer la situation géostratégique au Moyen-Orient sur le plan nucléaire est une véritable mystification, où le potentiel et le virtuel iranien se substituent au réel israélien.

En réalité la prolifération nucléaire se poursuit en Israël, qui modernise son arsenal en développant sa capacité de deuxième frappe à partir de sous-marins dotés de missiles de croisière équipés d'armes nucléaires miniaturisées. Ce développement quantitatif et qualitatif de ces armements par les pays déjà nucléaires constitue ce qu'on appelle une prolifération verticale.

Parallèlement, l'Arabie saoudite, considérant que l'Iran se dote de l'arme nucléaire, a décidé de se doter de savoirs et de compétences nucléaires à partir du nucléaire civil... Des négociations sont en effet en cours actuellement, avec les États-Unis, au sujet d'un transfert de technologie dans le cadre de la construction de centrales. Des sociétés russes, françaises, chinoises et sud-coréennes sont également sur les rangs pour les contrats nucléaires saoudiens, en disposant d'un réacteur d'origine probablement américaine. L'Arabie entretient des contacts étroits avec le Pakistan nucléaire, qui est disposé moyennant finances à aider l'Arabie saoudite à se doter d'armes nucléaires.

Il faut préciser à cet égard que l'Iran ne voulait pas forcément devenir une puissance nucléaire, même s'il voulait s'en donner les possibilités et devenir un pays du seuil... Il est en effet resté dans le TNP dont il aurait dû sortir s'il avait voulu, comme la Corée du Nord qui est sortie du TNP en 2003, faire les essais nucléaires indispensables.

Quelle actualité pour la proposition de faire du Moyen-Orient une zone dénucléarisée, une « Nuclear free zone » ?

Le projet de création d'une zone dénucléarisée au Moyen-Orient a été inscrit pour la première fois à l'ordre du jour de l'AG des Nations unies en 1974, à la demande de... l'Iran, à laquelle s'est jointe par la suite l'Égypte. Depuis, régulièrement, des résolutions sont déposées lors de l'AG de l'ONU sur cette question. Cette proposition a été votée, à la demande pressante de l'Égypte en 1995 à la conférence de révision du TNP, et revotée en 2000. L'AEIA en a rappelé la nécessité tout en rencontrant l'hostilité des États-Unis et d'Israël. Pour leur part, les Européens l'ont promis aux Iraniens mais n'ont rien fait pour tenir leurs engagements. Devant le refus de fait des puissances nucléaires qui ont décidé, de façon délibérée, en violation des engagements pris en signant le TNP, de ne jamais renoncer à ces armes et même de les perfectionner, les États non dotés d'armes nucléaires ont décidé, sous la poussée des ONG, d'entamer un processus de négociation d'un traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Celui-ci a été adopté le 7 juillet 2017 au sein de l'ONU par 122 États. Ils ont ainsi repris la main et ont déstabilisé toute la politique de dissuasion des puissances nucléaires sur les autres pays qui tomberait à l'eau dans la mesure où les armes nucléaires, et la menace de les utiliser, vont devenir illégales au regard du droit international.

Tous les pays du Moyen-Orient – sauf Israël – ont participé à ce processus mais, à ce jour, seule la Palestine a ratifié le traité... Aucun État du Moyen-Orient, sauf la Libye, n'a encore signé, première étape avant la ratification. À la mi-juin, 59 États ont signé le TIAN et 10 l'ont ratifié, alors qu'il en faudrait 50 pour que le traité entre en vigueur. Cela devrait être réalisé au cours de l'année 2019. En fait, tout dépend de la capacité des sociétés civiles à s'emparer du sujet pour aller vers le free-zone qui doit alors s'imposer à Israël.

En réalité, cette proposition se heurtera à beaucoup de résistances. D'abord parce que les armes nucléaires sont désormais considérées comme la garantie suprême de la supériorité militaire, ensuite parce que dans la région du Moyen-Orient se joue la partie stratégique décisive. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il faut appuyer la demande d'interdiction des armes nucléaires, à commencer par le Moyen-Orient et pas seulement pour l'Iran...

Propos recueillis par Julien Salingue

P.-S.

* « Trump et Netanyahou évoquent des problèmes qui ne font pas partie de l'accord sur le nucléaire iranien ». Créé le Vendredi 15 juin 2018, mise à jour Mercredi 20 juin 2018, 10:58 :

<https://npa2009.org/actualite/international/trump-et-netanyahou-evoquent-des-problemes-qui-ne-ont-pas-partie-de-laccord>